

Esclavage et réparations

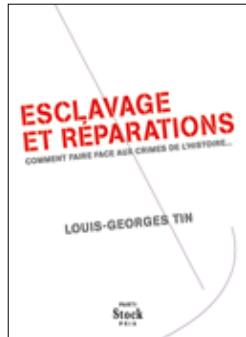
Louis-Georges Tin

Stock, avril 2013

175 pages, 12,50 €

Pour Louis-Georges Tin, universitaire et président du Cran⁽¹⁾, originaire de Martinique, s'il y a eu crime lors de la colonisation et de l'esclavage, il faut qu'il y ait réparation. Son plaidoyer pour des réparations manie avec brio les différentes acceptations du terme, sans relever la forte polysémie de ce concept, ni se demander s'il est possible en réalité de vraiment réparer un crime. Il reprend ce mot aussi bien pour désigner, par exemple, la «réparation symbolique» que fut le choix, pour Saint-Domingue, de s'appeler Haïti, la simple récupération de leurs richesses naturelles par les anciennes colonies à leur indépendance, la «réparation psychique» nécessaire aux anciens colonisés comme aux anciens colons, la dotation des esclaves à leur émancipation ou l'idée du «retour en Afrique» comme vraie sortie de l'esclavage, qui sont autant de sens différents du mot. Les exemples qu'il donne, relatifs aux abolitions françaises ou aux revendications des Afro-américains, montrent bien pourtant qu'on peut recourir à ce terme pour justifier de multiples demandes. Doit-on penser en termes de réparations morales ou de réparations financières, de réparations individuelles ou de politiques de réparations collectives? Concernent-elles les victimes elles-mêmes ou bien leurs descendants, et, dans ce cas, jusqu'à combien de générations?

L'auteur ramène l'ensemble de la question de la colonisation et de l'esclavage à cette notion de réparations, suggérant qu'elle permettrait d'effacer ce passé comme on solde un compte. Pourtant la reconnaissance de celui-ci relève plutôt d'un long travail qui restera à l'ordre du jour dans les sociétés concernées pendant plusieurs générations. Il fait aussi l'impassé sur les réflexions de Frantz Fanon ou d'Aimé Césaire sur les aspects négatifs du concept

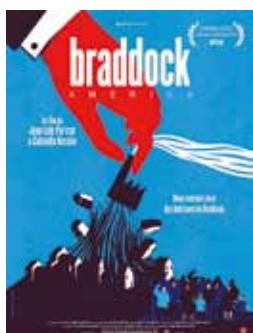


de réparation. Dans l'histoire, cette notion a parfois conduit à prolonger les conflits qu'elle prétendait solder. Marcus Garvey, en 1920, avait-il raison de prendre exemple sur l'exigence de Poincaré à demander des réparations à l'Allemagne, quand on sait que, loin d'en finir avec la guerre, son intransigeance en a préparé une nouvelle? Plutôt que des dommages et intérêts aux descendants des victimes, ne faut-il pas un patient travail de reconnaissance, assorti de politiques reconstrucentrices, notamment vers les nouvelles générations, et d'actions mémoielles, culturelles et symboliques? De ce point de vue, la décision que pourrait prendre le gouvernement français de rembourser la rançon inique, exigée par la France d'Haïti pour prix de son affranchissement, serait un geste fort.

Reste que ce livre dérangeant, qui aborde un sujet grave, nous oblige à repenser la page esclavagiste et coloniale de l'histoire de France, et la manière de la dépasser.

(1) Conseil représentatif des associations noires.

Gilles Manceron



Braddock America

Réalisation : Jean-Loïc Portron et Gabriella Kessler

Film documentaire, France, 2013

Durée : 101'

Production : Program33

Distribution : Zed

Le sujet du film est Braddock, petite ville américaine de Pennsylvanie. Il montre un visage mal connu de l'Amérique, loin des grandes villes, loin des banlieues, qui font la force de ses entreprises de haute technologie d'aujourd'hui. Braddock a joué un rôle important dans l'histoire des Etats-Unis. Au XVIII^e siècle, avant l'indépendance, elle fut le lieu d'une bataille entre les armées anglaise et française, à laquelle le jeune George Washington fut mêlé. Au XIX^e siècle et au XX^e, elle fut le siège d'une des plus grandes aciéries du pays. L'usine a fermé dans les

années 1980, et la ville est presque morte.

Le film fait alterner images d'archives, vues de la ville et interviews des habitants actuels. Ils racontent la dureté du travail industriel de jadis, la solidarité ouvrière, la dignité de leurs parents quand, licenciés, ils ont accepté des travaux déqualifiés pour élever leurs familles.

Aux Etats-Unis comme ailleurs, les entreprises emploient et licencent leur main-d'œuvre au gré des fluctuations économiques et de la concurrence internationale. A Braddock comme ailleurs, au lieu d'anticiper sur les mutations, d'investir et de former les salariés à une reconversion, la fermeture du site est niée jusqu'au dernier moment, pour éviter les conflits sociaux. La chute n'en est que plus violente.

Deux éléments sont particulièrement frappants. D'une part, la violence crue des mutations économiques : pas d'indemnités de chômage, de préretraite ou de mécanismes de transferts sociaux suffisants pour maintenir un minimum de revenu et d'activité – les villes fantômes sont nombreuses (les maisons sont en bois et ne sont pas faites pour durer, les gens partent à la recherche d'un emploi ailleurs). D'autre part, la manière pragmatique et courageuse dont ceux qui sont restés doivent compter sur eux-mêmes pour survivre, qu'ils se regroupent autour d'une église ou de la municipalité, pour relancer une vie de «communauté», selon l'expression américaine. Pour être fiers de leur ville, les habitants et leurs enfants entreprennent de nettoyer la rue laissée à l'abandon... Le film n'est pas seulement nostalgique. Il montre la souffrance et la dénonciation de l'abandon passé, l'inquiétude face à l'avenir, mais aussi la chaleur humaine et l'énergie vitale pour repartir en avant.

Michel Savy,
membre du Bureau national
de la LDH